



**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE LA PERMISSION D'OCCUPATION DE VOIRIE
POUR L'INSTALLATION DE CONTAINERS SUR TROTTOIR
ACCORDÉE À L'ENTREPRISE AUSTRAL AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT
(AA&D)**

Le Maire de la commune de La Possession ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-1 ;
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;
VU le Code de l'Urbanisme ;
VU le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.113-2 et L.141-1 ;
VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
VU l'arrêté municipal N°93/2025-SG portant permission d'occupation de voirie pour l'installation d'un container sur trottoir accordée à l'entreprise Austral Aménagement et Développement (AA&D) ;
VU la demande initiale formulée le 28 avril 2025, par l'entreprise Austral Aménagement et Développement (AA&D) pour l'installation d'un container sur le trottoir de la parcelle AN625, 97419 La Possession ;
VU la demande de modification faite le 23 juillet 2025 ; par l'entreprise Austral Aménagement et Développement (AA&D) pour l'ajout d'un deuxième container (bureau) et d'un WC sur le trottoir de la parcelle AN625, 97419 La Possession et pour la prolongation de l'occupation jusqu'au 18 octobre 2025 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 - ABROGATION DE L'ARRÊTÉ ANTÉRIEUR

L'arrêté N°93/2025-SG est abrogé et remplacé par celui-ci.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA PERMISSION

Dans le cadre de travaux de modernisation du réseau AEP de l'allée du Soleil, demandés par le TO, une permission d'occupation de voirie est accordée à l'entreprise Austral Aménagement et Développement (AA&D) pour l'installation de deux containers et d'un WC sur le trottoir de la parcelle AN625.

« Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion (27, rue Félix Guyon, BP 2024, 97488 Saint-Denis de la Réunion) dans le délai de deux mois à compter de sa notification, sa publication et/ou son affichage ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de la Possession (10 rue Waldeck-Rochet, BP 92, 97419 La Possession), étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Conformément à l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative (CJA), les personnes résidant hors d'outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et de deux mois pour saisir le tribunal. »





À l'expiration de l'autorisation, le bénéficiaire devra remettre les lieux dans leur état initial, propres et dégagés, sous peine de remise en état d'office aux frais du contrevenant.

La présente permission est accordée jusqu'au 18 octobre 2025.

ARTICLE 3 – SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

Le bénéficiaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des piétons et usagers, notamment par la mise en place de signalisation appropriée et le maintien d'un passage libre d'au moins 1,50 mètres.



ARTICLE 4 – REDEVANCE

Au regard du caractère d'intérêt général que représente les travaux entrepris par l'entreprise Austral Aménagement et Développement, la présente permission d'occupation du domaine public n'est soumise à aucune redevance.

« Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion (27, rue Félix Guyon, BP 2024, 97488 Saint-Denis de la Réunion) dans le délai de deux mois à compter de sa notification, sa publication et/ou son affichage ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de la Possession (10 rue Waldeck-Rochet, BP 92, 97419 La Possession), étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Conformément à l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative (CJA), les personnes résidant hors d'outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et de deux mois pour saisir le tribunal. »





ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉ

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux ou de l'installation de ces biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - AUTORISATION D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

ARTICLE 7 - EXPLOITATION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES OUVRAGES

L'opérateur s'engage à maintenir les lieux occupés en bon état d'entretien pendant toute la durée de son occupation et à ce que les ouvrages restent conformes aux conditions de l'occupation. L'inexécution de ces prescriptions entraîne le retrait de l'autorisation, indépendamment des mesures qui pourraient être prises pour la répression des contraventions de voirie et la suppression des ouvrages.

L'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages autorisés s'exercent sous la responsabilité de l'opérateur. Lors de ces opérations, aucun empiètement, sauf autorisation spécifique, n'est possible sur la plateforme de la voie.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

« Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion (27, rue Félix Guyon, BP 2024, 97488 Saint-Denis de la Réunion) dans le délai de deux mois à compter de sa notification, sa publication et/ou son affichage ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de La Possession (10 rue Waldeck-Rochet, BP 92, 97419 La Possession), étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Conformément à l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative (CJA), les personnes résidant hors d'outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et de deux mois pour saisir le tribunal. »



**ARTICLE 8 – EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ**

Le Directeur général des services et le Directeur des services techniques de la commune de la Possession sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 9 – PUBLICATION ET AFFICHAGE

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur au sein la commune de La Possession, et notifié à l'intéressé.

Fait à La Possession, le *(date de signature électronique)*
Le Maire,

Vanessa MIRANVILLE

Notifié à l'entreprise le :
Cachet et Signature :

« Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion (27, rue Félix Guyon, BP 2024, 97488 Saint-Denis de la Réunion) dans le délai de deux mois à compter de sa notification, sa publication et/ou son affichage ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de la Possession (10 rue Waldeck-Rochet, BP 92, 97419 La Possession), étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Conformément à l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative (CJA), les personnes résidant hors d'outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et de deux mois pour saisir le tribunal. »

